

N°2015-CA-32

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoir :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**EXPERIMENTATION RELATIVE A LA GESTION DES AGENTS QUALIFIES
POUR METTRE EN ŒUVRE LE BRAS ELEVATEUR AERIEN - BEA**

Le 10 juillet 2015, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 juin 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE,
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Daniel MARECHAL, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Pierrette CANU, Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-RAINOT,
MM. le Capitaine André HENRY, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Afin d'améliorer sa capacité de réponse face aux risques courants et particuliers, le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a fait l'acquisition de trois bras élévateurs aériens (BEA), engins à haute technicité.

Cet engin, différent d'une échelle aérienne, nécessite de définir un mode d'organisation et de gestion des compétences permettant d'assurer sa mise en œuvre optimale et, si nécessité opérationnelle, de garantir la continuité de la réponse.

Dans ce cadre, un groupe de travail a été constitué de chefs de centre, de référents conduite de centre, du référent départemental de la conduite, du représentant du groupement emplois, activités, compétences et d'officiers des services opérations- prévision territoriaux. Ce groupe de travail a été chargé d'étudier un cadre répondant aux exigences susmentionnées.

La réflexion du groupe conduit à proposer les principes suivants :

- l'accès aux fonctions et à la formation de conducteur et de chef d'agrès doit être limité en nombre (décision conjointe entre chef CIS et son référent conduite) ;
- l'aptitude à la conduite et à la manipulation des BEA doit être entretenue par une pratique régulière suivi par le référent conduite;
- l'engin doit être armé au minimum par un conducteur et un chef d'agrès titulaires de la formation spécifique à l'engin ;
- afin de garantir la continuité de la réponse opérationnelle, l'effectif des agents sur l'engin constitue une affectation « protégée » (dit piquet protégé) pour préserver au maximum l'équipage (conducteur et chef d'agrès) formé.

Aussi, le groupe propose une approche théorique permettant de déterminer les besoins en compétences à former par centre doté d'un BEA. Cette réflexion du groupe est détaillée dans le document de travail joint au rapport.

Ces modalités d'organisation et de gestion des compétences issues du groupe de travail nécessitent d'être vérifiées par une phase d'expérimentation sur les centres de Dieppe et le Havre Nord, dotés récemment d'un bras élévateur aérien. La pertinence de ces modalités sera évaluée à l'issue d'une année complète d'utilisation.

Par ailleurs, les travaux du Schéma d'analyse et de couverture des risques (SDACR) ont montré que le centre de Dieppe demandait une attention particulière compte tenu :

- de la présence des deux CNPE Paluel et Penly,
- de l'absence de recouverture opérationnelle immédiate,
- du cumul de spécialités (nautique, risques technologiques, Grimp).

A ce titre, la spécificité du centre de secours de Dieppe nécessite, dès à présent, un ajustement de l'effectif opérationnel journalier (EOJ) de nuit/week-end, actuellement de 10, serait réévalué à une valeur de 12.

Il vous est donc proposé :

- d'expérimenter ces modalités d'organisation sur les centres dotés d'un BEA,
- de faire coïncider ce réajustement de l'EJO de nuit/week-end avec l'affectation du BEA sur Dieppe.

*
**

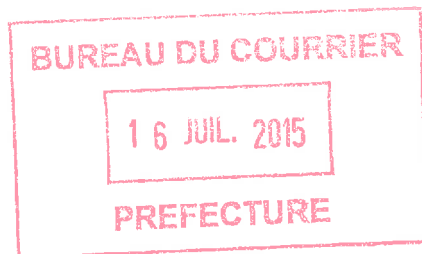
Le Comité technique s'est prononcé le 16 juin 2015 avec avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants du personnel.


Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est prononcé le 16 juin 2015 avec avis favorable à l'unanimité.

*
**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,




André GAUTIER